

Vaccin contre la grippe A : la course aux profits des labos

Après l'annonce officielle d'une pandémie de grippe porcine, les valeurs pharmaceutiques ont bondi : GSK a gagné 5,38% ! Malheureusement pour lui, GSK s'est fait doublé par Novartis qui annonce qu'il sera prêt pour septembre. Pour GSK il faudra attendre 4 à 6 mois. Les Etats-Unis ont fait des commandes importantes à Novartis et pénalisent GSK parce qu'il doit 1,9 milliards de \$ au fisc américain !

Novartis a reçu le mois dernier plus de 290 millions de \$ du ministère américain de la Santé pour le développement du vaccin contre la grippe A . Le gouvernement américain a aussi passé une commande à Sanofi Pasteur pour un montant de 190 millions de \$.

L'OMC qui prévoit une accélération de la pandémie en automne, appelle les labos à la solidarité avec les pays pauvres. Mais Novartis a avertit que pour «*rendre la production viable, il faut créer des incitations financières*», c'est à dire du profit ! Le groupe ne va pas faire don de ses vaccins contre le virus aux pays démunis.

GSK qui a reçu des commandes de plusieurs pays européens, compte offrir 50 millions de doses aux pays les plus pauvres. Les besoins sont 50 fois plus importants, mais GSK n'est pas une entreprise philanthropique : les actionnaires d'abord !



Bulletin des travailleurs

Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste

Bulletin GSK-Evreux - 18 JUIN 2009

Relenza: trimer plus avant d'être licencié?

Dans un contexte de pandémie mondiale de grippe A, en attendant la fabrication du vaccin, l'OMS recommande les antiviraux comme le *Relenza* fabriqué par GSK. Recevant des commandes de la part de plusieurs états et organismes, la direction de GSK déclare être en mesure de produire cinq millions de boîtes de Relenza par mois (50 à 60 millions par an) dans les douze à quatorze semaines à venir !

Pour Evreux il y aurait une commande de 18 millions de doses dont 8 millions pour le Japon. Pour remplir cet objectif, la direction demande aux travailleurs de la production de venir travailler le samedi en heures sup ! De plus, la direction "*sollicite tout le personnel licencié ou pas à renforcer la production*", cela inclut les employés de bureau, en violation de leur contrat de travail ! Avec un certain cynisme elle écrit dans sa note que cela leur "*permettra d'acquérir de nouvelles compétences et contribuera à participer à un enjeu d'intérêt publique*".

Après avoir décidé de licencier plus de 700 travailleurs, la direction a le culot de leur demander de travailler plus, juste avant d'être viré ! Devant le peu d'empressement des salariés, la direction a prévu d'embaucher des centaines d'intérimaires, avec l'aval majoritaire du CE. Déjà une première vingtaine est embauchée.

Toute cette affaire nous démontre clairement que le plan « social » n'est absolument pas justifié, puisqu'il y a du travail. L'objectif de la direction était uniquement de défendre les dividendes des actionnaires. les travailleurs et les syndicats ouvriers sont en droit d'exiger l'annulation pure et simple du plan de licenciements !

« De l'argent, il y en a dans les poches de GSK ! »

GSK va prendre 16% du capital d'Aspen, premier fabricant africain de génériques, dans le cadre d'un accord d'un montant global de 300 millions d'€, qui permettra au labo britannique de renforcer sa présence en Afrique. La pilule anti-obésité Ali rapporte à GSK rien que pour les USA, 230 millions de \$ de chiffre d'affaires annuel !

GSK doit 1,9 milliard de dollars au fisc américain !

Selon le Wall Street Journal, l'IRS, les services fiscaux américains, pourraient lui réclamer 1,9 milliard de dollars en arriérés d'impôts, pénalités et intérêts. GSK est suspecté d'avoir artificiellement minoré son revenu imposable aux Etats-Unis via des versements à des filiales ou divisions situées à l'étranger. GSK a déjà eu maille à partir avec le fisc américain en 2006. Vous avez parlé de moralité ?

Pour joindre et rejoindre le NPA : npa-27@hotmail.fr

Site départemental NPA-27: <http://bulletindestrailleurs.over-blog.com>

Site national : <http://npa2009.org>

LE COMBAT CONTINUE CONTRE CETTE EUROPE DES FINANCIERS, DU CHOMAGE ET DE LA PRECARITE

La droite, l'UMP de Sarkozy, se félicite de sa victoire aux élections européennes. Elle voudrait faire de son score de 28% l'approbation de sa politique. Mais en fait ce sont moins de 12% des électeurs qui ont voté pour les candidats de Sarkozy !

Un succès qui ressemble plus à un désaveu qu'à une approbation de cette politique et de l'Europe dont elle se réclame, au service des possédants, des riches, des financiers et des multinationales.

En effet, ce sont près de 60% des électeurs qui se sont abstenus d'aller voter le 7 juin. Une abstention très forte dans les quartiers populaires, frappés par la crise du capitalisme, le chômage, la misère. En restant chez eux, nombre d'électeurs dans la jeunesse et les classes populaires, ont envoyé un message clair : cette Europe n'est pas la nôtre !

LE DESAVEU DES PARTIS INSTITUTIONNELS

Les partis institutionnels, dont le Parti socialiste, se sont assis sur le NON au référendum de 2005 en imposant, par la voie parlementaire, un traité jumeau de celui qui avait été majoritairement rejeté. Quelle façon de dire clairement à la population que son avis ne compte pas, que l'Europe capitaliste se construit contre les peuples, au mépris de leur opinion comme de leurs intérêts !

Le PS, au gouvernement puis dans l'opposition, a participé à cette politique. C'est cela qu'il paye aujourd'hui. Le même phénomène d'abstention massive se produit dans toute l'Europe au profit des forces réactionnaires.

Le nouveau Parlement ne représente pas les peuples ni les courants d'idées qui les traversent, il est sans légitimité.

Journée du 13 juin: un échec des directions syndicales...

Tout au plus 150 000 manifestants dans toute la France le 13 juin à l'appel des directions syndicales. Visiblement, les travailleurs avec ou privé d'emplois, la jeunesse, ont boudé cette journée d'action qui n'est évidemment pas à la hauteur de l'urgence: 9 fois moins de personnes que le 1er mai, 20 fois moins que le 19 mars!

Il faut que cette stratégie de journées d'action démobilisatrices cesse!
L'urgence c'est préparer un mouvement d'ensemble, une grève générale pour obtenir un coup d'arrêt de la politique du gouvernement Sarkozy à la botte du Medef.

PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE

Aux européennes, nous avons voulu dire qu'il n'était pas question de faire les frais de leur crise. Plus de 800 000 travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs et précaires - 5 % des votants - ont avec nous exprimé leur colère, leur volonté de dire une nouvelle fois non à cette Europe, non aux attaques dont ils sont les victimes. Ils ont ainsi permis à notre parti, leur parti, de s'affirmer comme une force nationale qui comptera, demain, dans les combats sociaux, politiques et écologiques à venir.

Les attaques du pouvoir et du patronat qui redoubleront nécessitent une opposition déterminée, la défense d'une politique anticapitaliste. Une gauche de combat, pas une gauche de gestion du système capitaliste, même relooké en vert pâle. Un parti qui milite aussi bien pour l'interdiction des licenciements que pour la sortie du nucléaire, pour 300 euros pour tous, pour 1500€ mini comme pour un programme de construction de logements sociaux de qualité, bon marché et bien isolés ...

C'est ce que nous avons défendu dans ces élections, nous continuerons à le défendre au coeur des mobilisations à venir.

Le gouvernement relance ses contre-réformes libérales

Après l'échec de la journée d'action organisée par les directions syndicales et l'arrivée de l'UMP en tête des élections Européennes, en réalité 12 % des électeurs en raison de l'abstention massive des salariés et jeunes du pays, le gouvernement Sarkozy décide de relancer ses attaques contre la population, les salariés, les jeunes:

- > relance de la privatisation de la Poste en automne;
- > relance de la loi Hadopi et des sanctions à la fin de l'été;
- > application rapide de la réforme "libérale" des lycées;
- > repousser l'âge de la retraite au delà de 60 ans ;
- > privatisation de la Sécurité sociale et de la Santé publique ;
- > nouvelle destruction des services publics avec la suppression de 34 000 postes de fonctionnaires d'Etat...

Il est plus que urgent de construire dès septembre un mouvement d'ensemble des salariés, des jeunes, de la population pour stopper ces attaques.